



Photos: Belgaimage

En 1967, le ministre belge de la Justice et des Cultes, Pierre Wigny, a remis au roi Fayçal (ci-dessus) les clés de la Grande Mosquée de Bruxelles, devenue l'un des grands centres salafistes en Europe.



Lors d'un dîner de gala, à Bruxelles, le roi Baudouin affirme: « Nous savons aujourd'hui de quel idéal élevé, nourri aux sources mêmes de la foi islamique, s'inspire l'œuvre immense entreprise par Votre Majesté. »



# Exclusif Baudouin et l'Arabie saoudite: les archives parlent

**Voici comment la Belgique a permis à l'Arabie saoudite de financer l'islamisme radical au départ d'un lieu central et symbolique de Bruxelles.**

Les archives du Palais royal parlent enfin. Elles corrigent une déformation de l'Histoire. S'il y a 50 ans, l'Arabie saoudite s'est ouverte une voie royale pour imposer une version rigoriste voire agressive de l'islam, à l'encontre de la Belgique et de ses pays voisins, c'est au gouvernement belge de l'époque qu'elle le doit plutôt qu'au roi Baudouin. « Soir mag » a consulté les documents qui en attestent. Pour partie, il fallait attendre un demi-siècle avant d'y accéder.

Ce que révèle notre enquête? Le 31 mai 1967, c'est le ministre de la Justice et des Cultes, Pierre Wigny, qui a remis au roi Fayçal d'Arabie les fameuses clés de ce qui allait devenir la Grande Mosquée de Bruxelles, aujourd'hui considérée comme l'un des centres névralgiques du salafisme en Europe. La cérémonie s'est tenue à l'ambassade d'Arabie saoudite, en l'absence du souverain belge. Quasi en simultané, le même mercredi, le frère du roi Fayçal visitait en solo la FN (Fabrique Nationale), qui deviendra l'un des producteurs d'armes les plus fidèles de cette puissance pétrolière, militaire et religieuse en pleine expansion. À ce propos, une semaine plus tôt, le fidèle

bras droit de Baudouin, André Molitor, avait écrit ceci dans une « note au Roi »: « Je dois avouer que je me sens un peu gêné de la contradiction qui existerait entre les paroles pacifiques et lénifiantes au sujet du conflit au Moyen-Orient et la recherche de contrats de fourniture d'armes qui est le but (évident) de cette visite à la FN. » Le conseiller de Baudouin se demandait « s'il est opportun désormais dans des visites royales de prévoir des contacts de ce genre ». Manifestement, le Palais a été dépassé par les événements, débordé par le gouvernement de Paul Vanden Boeynants ou certains membres de sa coalition chrétienne-libérale. Le programme de cette première visite diplomatique d'un souverain d'Arabie saoudite a changé à plusieurs reprises, selon les documents que nous avons consultés. Fayçal et son frère en charge de la Défense n'étaient manifestement pas autant intéressés par l'Ommegang ou la dentelle de Bruges que par notre industrie d'armement ou notre centre de pointe dans la recherche nucléaire, situé à Mol.

Le programme détaillé de cette visite de quatre jours prévoyait à l'origine que le mardi 30 mai 1967, à 10h03, les deux souverains - Baudouin et Fayçal - embar-

queraient au sein de la Lincoln 38 conduite par un certain Verellen et qu'ils visiteraient ensemble le « Centre d'étude de l'Énergie nucléaire », dont les expérimentations intéressaient à la même époque l'Iran et l'Égypte. Finalement, Fayçal se rendit seul à Mol. En dernière minute, il annula le soir de ce 30 mai le dîner de gala qu'il devait offrir à l'hôtel Hilton de Bruxelles, où le tour de table avait été réglé au cordeau.

Officiellement, le roi d'Arabie voulait exprimer son respect envers les 251 victimes de l'incendie de l'Innovation qui avait endeuillé la Belgique, huit jours plus tôt. Mais la haute diplomatie arabe avait sans doute d'autres préoccupations en tête. Le 5 juin, moins d'une semaine plus tard, l'Arabie saoudite engagea, selon l'agence Associated Press, 55.000 hommes, une centaine de blindés et 60 à 65 avions dans la guerre des Six Jours qui opposa Israël aux pays arabes et où Fayçal et l'Égyptien Nasser testèrent leur pouvoir d'influence dans cette poudrière. « Des armes belges ont-elles été livrées à l'Arabie? », se demanda la presse belge. Aujourd'hui, c'est le matériel militaire utilisé par l'Arabie saoudite face à des populations civiles au Yémen, son voisin direct, ou pour renforcer des groupes

islamistes incontrôlables dans le conflit syrien qui empoisonne le gouvernement belge et les trois Régions: faut-il imposer à notre industrie un embargo des armes? Le Parlement fédéral a voté une résolution en ce sens le 8 juin 2017. Mais à l'échelon régional, ce discours ne s'est pas traduit dans les actes...

## PRÊCHES ENFLAMMÉS

Et la Grande Mosquée de Bruxelles? Ce 31 mars, notre pays est censé récupérer les clés de ces lieux si décriés depuis la terreur islamiste qui a déstabilisé l'Europe et la Belgique à partir du printemps 2014. Non pas que les auteurs de ces attentats soient sortis tout droit de la mosquée bruxelloise la ceinture d'explosifs à la taille et équipés d'un plan d'action conçu par un quelconque imam fou d'Allah. Ni même qu'un moindre lien direct puisse être établi entre l'Arabie saoudite, contrôlant la mosquée, les armes qui lui auraient été vendues par des firmes belges et les actes sanglants revendiqués par Daesh ou des groupes qui lui sont liés. Ce « lien direct » relève de la théorie du complot, il n'y pas le début d'une preuve en ce sens. Tout au plus, aux yeux du gouvernement, existe-t-il manifestement assez de

doutes sur l'islamisme fondamentaliste qui est diffusé au départ de la Grande Mosquée pour tenter d'en reprendre le contrôle, en douceur, sans effaroucher le puissant partenaire commercial qu'est l'Arabie saoudite. Parmi la littérature fouillée qui oriente ce choix soudain: l'étude de l'Ocam publiée « à diffusion restreinte » en octobre 2016, suite aux attentats de Bruxelles du 22 mars. Ce document établi par l'organisme indépendant chargé de jauger l'état de la menace terroriste sur notre territoire - il était à l'époque à un niveau 3 sur une échelle de 4 - a glacé les partis au pouvoir. En substance, aux yeux de l'Ocam, la Grande Mosquée de Bruxelles figure en tête des lieux opaques et inaccessibles d'où a été propagée pendant des années voire des décennies la vision la plus extrémiste de l'islam: le salafisme et le prosélytisme wahhabite (originaire d'Arabie), qui nourrissent les adeptes d'une confrontation directe avec l'Occident chrétien, qui stimulent le djihadisme et qui légitiment si nécessaire le recours à la violence. C'est écrit noir sur blanc dans ce long document où, concrètement, il est rappelé que la mosquée bruxelloise (ou plutôt le « Centre islamique et culturel de Belgique » qui la gère) a reçu l'équivalent de 4,5 millions

d'euros de fonds occultes, ces dernières années. Provenance de l'argent? La Ligue islamique mondiale, basée à La Mecque. Son usage présumé, à lire ce document? Outiller des imams radicaux à Bruxelles ou ailleurs en Belgique, attribuer des bourses d'étude à des recruteurs de djihadistes formés en Arabie saoudite, voire stimuler une certaine jeunesse bruxelloise, musulmane, déboussolée et endoctrinée, à se rendre en Syrie à partir de 2013. Durant toute cette période, les instances dirigeantes de la Grande Mosquée ont assurément été contrôlées ou désignées par l'Arabie saoudite. Au sein de l'asbl Centre islamique et culturel de Belgique, le conseil d'administration a toujours été majoritairement de nationalité arabe et la comptabilité annuelle, factice. Et cela n'est pas neuf. C'est depuis 1967, avec des poussées de fièvre répétées, que cette source de radicalisation a été tolérée par notre pays. Avec une bonne dose de naïveté.

La venue de Fayçal d'Arabie s'est imposée en vitesse alors que ce type de rencontre se prépare de longs mois à l'avance, que l'agenda royal était surchargé et que les tensions politiques et même militaires étaient particulièrement élevées au Proche-Orient. ➔



Photos: Belgainmag

Lors de la visite de la délégation d'Arabie saoudite, les intérêts commerciaux ont prédominé.

matiques (pas de vin ni d'alcool à table, par exemple), de préparer la visite. L'invitation officielle est partie le 7 mars. «*Au nom de Dieu, le très miséricordieux*», Fayçal y a répondu «*avec beaucoup de réjouissance*», le 18. Voici comment l'ambassadeur Jean Trine voit les choses, de son poste aux bords de la mer Rouge. «*Musulman de stricte obédience, écrit l'ambassadeur, le roi Fayçal se considère comme le gardien spirituel des lieux saints de l'islam (La Mecque et Médine). Il considère que la foi de l'islam constitue la principale assise de son régime et proclame volontiers que le Coran tient lieu de Constitution pour son peuple.*» L'ambassadeur de Belgique réussit à orienter le discours du roi Baudouin, recommandant d'insister sur le caractère «*profondément religieux*» de son visiteur et sur son «*ardent désir de paix*», son «*action inlassable en faveur de l'égalité et de la justice*», «*qui forcent le respect de tous*». Message reçu à Bruxelles, où l'on se montre définitivement subjugué par le roi d'Arabie, reçu comme le messie.



Photos: Belgainmag

La délégation saoudienne a préféré visiter les ateliers de la FN, à Herstal, plutôt que d'assister à l'Ommegang...

saoudien Khalid Al-abri, désigné par la Ligue islamique mondiale et dont les appels au djihad inquiétaient notre gouvernement. Il fut remplacé par d'autres prédicateurs saoudiens également hors contrôle. En 2016, donc, l'Ocam pointa la Grande Mosquée parmi les organes de radicalisation islamiste les plus dangereux. En 2018, le Parlement, investiguant sur les causes des attentats et sondant la direction de la Grande Mosquée, constata qu'on lui avait envoyé un imam sénégalais fantoche (il assurerait aujourd'hui qu'une vingtaine d'imams ont été formés à l'islam salafiste). Les vrais dirigeants saoudiens se terraient à l'arrière de la salle, racontent plusieurs députés. Il y a quelques semaines, le ministre de la Justice Koen Geens (CD&V) dut admettre que le Centre islamique et culturel de Belgique ne déposait toujours pas de vrais comptes. Mais le ministre Geens, ancien avocat d'affaires, renvoie manifestement la patate chaude au prochain gouvernement: l'anomalie

# La grande mosquée sous contrôle!

Pierre Wigny.

Selon le député CDH Georges Dallemagne, le plus actif sur les questions relatives au terrorisme, c'est le ministre des Affaires étrangères de l'époque, le social-chrétien Pierre Harmel, qui aurait suggéré cette visite au Palais royal, via un courrier daté du 12 décembre 1966. «*Jestime qu'il serait souhaitable d'inviter le roi Fayçal en visite d'État après son séjour en Grande-Bretagne*», écrit le ministre au Grand maréchal de la Cour. À l'époque, le pétrole a commencé à couler à flots en Arabie, notre commerce des armes y voit assurément un marché d'exportation dynamique, mais à l'approche d'un nouvel épisode guerrier, la Belgique marche sur des œufs, et elle le sait: elle a toujours tenu à une certaine équidistance dans ses relations diplomatiques entre Israël, l'allié historique des États-Unis, et ses voisins arabes. Au moment de recevoir les clés de la mosquée du Cinquantenaire, à l'ambassade d'Arabie saoudite, le roi Fayçal eut, à ce propos, ces mots peu équivoques: «*L'existence d'Israël en tant qu'État est une chose contre nature, déclara-t-il à l'occasion d'une conférence de presse. Je souhaite que les amis de ce pays comprennent donc que nous considérerions comme un geste inamical tout appui donné*

à Israël.» Le gouvernement belge n'avait qu'à bien se tenir.

## BELGIQUE-ARABIE: L'AMOUR FLOU

Par anticipation, Baudouin et ses conseillers hésitèrent à dérouler le tapis rouge. «*Avant de prendre une initiative en ce qui concerne le roi Fayçal*», le Palais répondit au ministre Harmel qu'il souhaitait être documenté au sujet des «*intérêts politiques et commerciaux importants*» que l'Arabie saoudite était censée présenter. Le retour de courrier est express. Une note de quatre pages insiste sur le projet arabe d'Union islamique, faisant du «*modéré*» et «*démocratique*» Fayçal un allié précieux contre le communisme. Surtout, l'argument masqué semble être la perspective de «*nouvel eldorado*» pour les entreprises belges. Tout commence et finit toujours par là. Et les aspects liés à la religion et au culte? Le 30 mars 1967, l'ambassadeur de Belgique à Djeddah, capitale de l'Arabie saoudite, rédige à l'attention du gouvernement Vanden Boeynants et du Palais royal un document circonstancié qui ne manque pas de piquant avec le recul du temps. On est un cran plus loin. Il s'agit de préparer les discours, d'éviter les maladresses diplo-



Lors d'un dîner de gala, au palais de Bruxelles, le lundi 29 mai 1967, le discours tenu par le roi Baudouin joue sur la corde sensible des sentiments religieux unissant soi-disant les deux pays. «*Nous savons aujourd'hui de quel idéal élevé, nourri aux sources mêmes de la foi islamique, s'inspire l'œuvre immense entreprise par Votre Majesté pour faire participer Son peuple à la marche du progrès sans enfreindre la loi du Coran.*»

## «ILS BÉNIRONT VOTRE PASSAGE»

Entre décembre 1966 et juin 1967, les archives officielles ne font jamais état de la moindre transmission des clés de la mos-

# La grande mosquée sous contrôle!

Pierre Harmel.

quée du Cinquantenaire. C'est étrange. Du côté belge, s'est-elle improvisée? La volonté arabe de signer un accord culturel bilatéral est manifeste («*parce qu'il en existe un avec Israël*», dit une note diplomatique). Tout comme le souhait de Fayçal de s'exprimer en tant que Roi mais aussi que Premier ministre, chef de la diplomatie et «*autorité suprême du temporel et du spirituel*», ce qui le positionne comme l'interlocuteur direct du gouvernement, lui permettant au passage d'imposer «*son*» agenda. En cette fin mai 1967, l'Arabie saoudite prend assurément la main sur l'exercice du culte islamique en Belgique et indirectement sur l'importante communauté musulmane (au nez et à la barbe des autorités turques ou marocaines, par exemple) alors qu'à l'époque, selon la note centrale de l'ambassadeur Trine, le nombre de ressortissants saoudiens sur le sol belge ne dépasse pas la trentaine. À propos des concessions faites à l'Arabie, le directeur de politique du ministre Harmel aurait exprimé ses réticences, avant de devoir céder, semble-t-il. Sous prétexte qu'*il faut parfois tenir compte de facteurs qui relèvent plus de la sensibilité que de l'examen objectif des faits*», indique

une note confidentielle dévoilée par le député Georges Dallemagne. Le ministre de la Justice Pierre Wigny y rajouta de l'emphase, face à Fayçal, au moment de lui confier les fameuses clés: «*Les pratiquants du culte islamique auront ainsi l'occasion de bénir votre passage chez nous et moi-même, qui suis croyant, je considère ce jour comme un très grand jour.*» Beaucoup d'eau a coulé, depuis, sous les ponts de la Senne. La «*bonté*» des ministres Vanden Boeynants, Harmel ou Wigny, tous membres du Parti Social-Chrétien (PSC, aujourd'hui CDH), fut suivie par un laisser-faire de tous leurs successeurs. En 2001, après les attentats du 11 septembre, à New York et Washington, le Parlement fédéral acta un rapport d'une de ses instances de conseil (le Comité permanent R) regrettant le manque de moyens pour «*repérer les activités extrémistes développées dans les mosquées*». La Sécurité de l'État tira encore la sonnette d'alarme en 2007. Cinq ans plus tard, juste avant le recrutement massif de djihadistes, puis les attentats de Paris et de Bruxelles perpétrés par des cellules radicalisées sur notre territoire, la Belgique demanda à l'Arabie le retrait de l'imam



comptable n'est pas corrigée, les dépenses du centre restent opaques. Aujourd'hui, les rares spécialistes du dossier affirment sous le manteau que l'Arabie saoudite ne renoncera pas au contrôle du culte musulman, exercé à la dure. D'autres financements occultes passeraient par une série d'asbl érigées comme autant d'écrans de fumée.

Philippe Engels

Avec le soutien du Fonds du journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles.